bitants pour affronter la puissance de l'impérialisme yankee et la force combinée des différents pays d'Amérique Latine, n'a pourtant pas pu être détruit. Tous les plans d'invasion de Cuba ont échoué, non parce que l'impérialisme manquait de forces matérielles, mais parce qu'il n'avait pas les conditions sociales historiques pour le faire.

L'impérialisme n'a pu faire aboutir ses plans pour deux raisons principales. La première est la résistance qu'opposent à ces plans les grandes masses. La seconde, qui est fondamentale, est l'obligation de tenir compte de l'opinion publique des masses nord-américaines ouvrières et petites-bourgeoises qui, d'une manière ou d'une autre, ont montré leur désaccord avec l'invasion de Cuba.

La révolution cubaine, malgré sa pauvreté économique (elle n'a que le strict nécessaire pour vivre), malgré sa pauvreté militaire et la petitesse de son territoire, exerce une influence considérable au cœur même de la citadelle de l'impérialisme yankee.

Les luttes révolutionnaires des masses coloniales du prolétariat des pays impérialistes, en France, en Italie, etc..., l'élévation du mûrissement politique des masses nord-américaines s'opposant à l'invasion de Cuba, sont les éléments fondamentaux qui alimentent et stimulent les contradictions du camp capitaliste et impérialiste, qui l'affaiblissent et le font reculer. Ce sont eux qui lui font perdre d'une façon permanente sa force sociale et politique.

Les accusations du contre-révolutionnaire cubain, Miro Cardona, contre Kennedy qui n'accepte plus de lui donner l'appui ouvert et public — pour l'instant, du moins — de l'impérialisme yankee, font parties de ces contradictions.

De l'analyse générale, il apparaît clairement et de façon déterminante, que le capitalisme se soutient non sur ses propres forces économiques, politiques ou militaires, mais sur la politique des directions ouvrières, qui ont dans leurs mains les possibilités et l'autorité pour mobiliser les masses. Sans cette aide, le capitalisme n'existerait pas.

Le capitalisme a pu se maintenir en Europe, et plus particulièrement en France et en Italie, parce que les directions socialistes et communistes, bien que possédant toutes les conditions pour l'unification des masses, ne les ont pas organisées pour renverser le capitalisme.

En France, la grève générale des mineurs a montré qu'il y a toutes les conditions pour une unification des luttes de masse en vue d'abattre le pouvoir capitaliste. De Gaulle et le gouvernement capitaliste italien ont alors pu compter sur la force émanant de la non-mise à profit de ces conditions.

C'est sur cette force, et non sur leurs propres possibilités sociales, politiques, économiques et même militaires, que le capitalisme européen se soutient.

ANGLETERRE.

Le mouvement de luttes anti-capitalistes, la perte de confiance envers le capitalisme, se manifestent également à cette étape dans la force et l'ampleur des mouvements contre les armes atomiques. En Angleterre, la mobilisation permanente de courants et de tendances petites-bourgeoises contre l'utilisation des armes atomiques, contre l'installation de bases en Angleterre, la dénonciation des refuges que se réserve la bourgeoisie, alors qu'elle prépare la guerre atomique, ne sont pas seulement les expressions de la peur de la petite bourgeoisie devant la guerre atomique, mais avant tout l'expression de leur manque de confiance dans la direction capitaliste, dans le système capitaliste.

Lorsque dans un pays comme l'Angleterre, où la tradition de la « démocratie », le respect du pouvoir établi sont très forts, où des manifestations anti-atomiques ou des manifestations de chômeurs contre le Parlement et les domaines royaux se déroulent, cela indique l'existence d'un puissant sentiment de mé-